

ETRANGERS ~~UN~~ EN DANGER

Non à la loi Asile-Immigration

La France ne fait pas face à une crise de l'asile ni de l'immigration mais à une crise de ses politiques d'asile et d'immigration qui n'ont cessé de se complexifier depuis le début de années 80, au détriment du respect des droits et des libertés fondamentales de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes, qui arrivent, le plus souvent démunis, en France métropolitaine et dans les Outre-mer.

A la veille du début de la discussion au Sénat sur le projet de loi « pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif », les associations, organisations syndicales et politiques signataires dénoncent une nouvelle fois un texte à la fois inadapté au regard des objectifs poursuivis et dangereux au regard du respect des droits et des libertés fondamentales des personnes étrangères présentes sur le territoire français. Tout en voulant tranquilliser une partie de la population, le gouvernement a élaboré un texte inutile qui, bien loin de contribuer à une meilleure intégration, fragilise la cohésion nationale, et n'exprime en rien les valeurs essentielles de notre République.

Les aménagements prévus par le projet de loi sont contraires aux fondements de la procédure d'asile

Le durcissement du régime d'éloignement confine au bannissement des étrangers en situation irrégulière

Merci à Willis from Tunis de nous avoir autorisé à utiliser son dessin



Les mesures privatives de liberté (rétection administrative et assignation à résidence) sont renforcées.

La vulnérabilité spécifique des mineurs, accompagnés ou non accompagnés, et des jeunes majeurs isolés est un des grands oublis du texte.

Le délit de solidarité existe toujours.

La stigmatisation des travailleurs « sans-papiers » se renforce

L'inquiétante évolution du

règlement « Dublin » envisagée au niveau européen (dispositions restreignant encore l'exercice du droit de demander asile et de renforcer la précarité de leur situation)

Rassemblons-nous pour un accueil digne et le respect des droits des étrangers

SAMEDI 16 JUIN

Rendez-vous à 11h au Vieux Port

Sont signataires de cet appel : Association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, ATTAC Marseille, CGT Educ, CCFD-TS, La CIMADE, Ensemble13, EELV 13, Fédération des acteurs de la solidarité PACA Corse, FERC Sup CGT Université Aix-Marseille, FSU 13, Génération.s Marseille, Jeunes Générations du 13, JUST (justice et union vers la transformation sociale), LDH Marseille, Marche Mondiale Femmes13 Paca, Médecins du Monde PACA, Mouvement de la Paix13, MRAP13, NPA 13, PCF13, Rouge Vif 13, RESF13, RUSF13, Syndicat Avocats France Marseille, SGEN-CFDT Provence-Alpes, SNES FSU 13, SNUipp-FSU13, SPG-CGT Céreq, Sud éducation 13, Syndicat de la magistrature PACA, UL CGT Marseille Centre, UNEF Aix-Marseille, Union Solidaires 13, VISA 13

Ne pas jeter sur la voie publique, svp